

Géopolitique

L'eau : entre conflits et coopération

Fleuves et nappes phréatiques ne correspondent pas au tracé des frontières. Quand les pays en amont polluent l'eau ou se l'approprient, les pays en aval voient leurs possibilités d'irrigation disparaître et leur écosystème se modifier. Ce qui devrait amener les pays à s'entendre est en fait souvent source de conflits.

L'eau se déplace rapidement en surface ou en sous-sol. Mais cette ressource matérielle est découplée de la géographie politique. « Elle fait fi des frontières qu'elle franchit sans passeport, rappellent Kevin Watkins et Arunabha Ghosh¹. Elle est donc avant tout une ressource partagée qui nécessite une gestion transfrontalière commune. » Les pays partageant l'eau d'un même bassin sont « condamnés » à coopérer. « L'eau partagée peut ainsi être un atout dans la paix comme dans la guerre. » Ce sont non seulement les États qui sont en concurrence pour l'usage de l'eau, mais encore, dans ces mêmes États, les différents secteurs de l'économie (industrie, agriculture, usage domestique). Les relations des pays en amont (qui contrôlent les sources) et ceux situés en aval (qui reçoivent les débits « décidés » par les pays en amont) sont complexes. Les mécanismes institutionnels existent, mais, au-delà des discours, la réalité montre qu'ils fonctionnent mal.

Malgré les traités de coopération, sur le terrain, dans la pratique, aucun quota n'est respecté. Il en résulte des tensions à toutes les échelles : du district à la province, de la province à l'État et des États entre eux.

L'eau de la discorde

Dans bien des points du globe, la question de l'eau est à l'origine de conflits dont voici quelques exemples.

En Inde, le déclenchement de contestations autour du fleuve Cauvery s'est fait à cause de l'usage concurrent de l'eau entre l'État du Tamil Nadu, en aval du fleuve (région traditionnelle d'agriculture irriguée), et celui de Karnataka, en amont, qui a récemment

mis en place une agriculture irriguée. Les prélèvements en amont ont provoqué une grave pénurie en aval. Les populations des deux États ont refusé de se soumettre à une décision de justice rendue dans le cadre de ce conflit et se sont affrontées violemment.

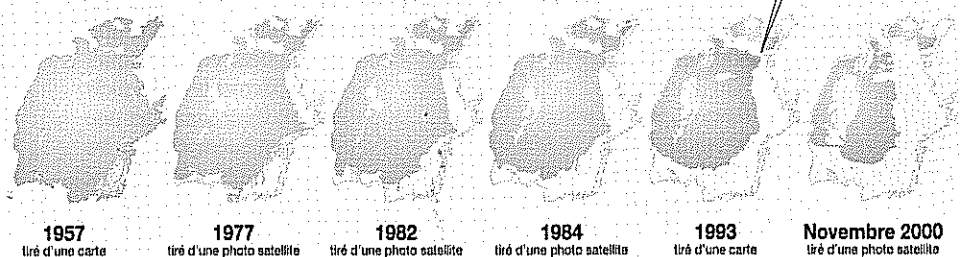
Quand le barrage de Pak Mun a été inauguré en 1994 en Thaïlande (en amont du fleuve), les conditions environnementales se sont rapidement détériorées dans le bassin du Mekong au Vietnam. Les stocks de poissons en particulier ont sensiblement diminué. Plus de 25 000 personnes dont la vie dépendaient directement de la pêche ont vu leurs conditions de vie se dégrader.

En Afrique australe, deux conflits majeurs se cristallisent autour de la gestion des ressources en eau. Les rapports entre le Botswana et la Namibie sont tendus. La Namibie, en amont du fleuve Okavango, envisage de canaliser ses eaux pour satisfaire les besoins industriels et domestiques de sa capitale Windhoek. Le Botswana, en aval du fleuve, veut de son côté préserver le delta de l'Okavango qui lui assure des retombées financières importantes grâce à l'écotourisme. Par ailleurs, la construction du système de barrages dans le secteur sud-africain du bassin de l'Incomati a réduit le débit d'eau douce dans l'estuaire du fleuve situé au Mozambique. L'eau de l'estuaire est devenue salée, entraînant la disparition des plantes et des animaux qui constituaient les seuls moyens de subsistance des populations. Le sud de l'Asie centrale, enfin, est le théâtre depuis plus de cinquante ans d'un conflit durable concernant l'utilisation de l'eau des fleuves Amou Daria et Syr Daria qui alimentent tous deux la mer d'Aral. La surface de cette mer a diminué de moitié entre 1957 et 2002 (voir carte). La distribution géographique des ressources en eau met ces pays en état de forte dépendance les uns vis-à-vis des autres. Aucun d'eux ne peut gérer ses ressources hydrologiques sans négocier avec ses voisins sur la manière de le faire. On peut tracer une ligne de

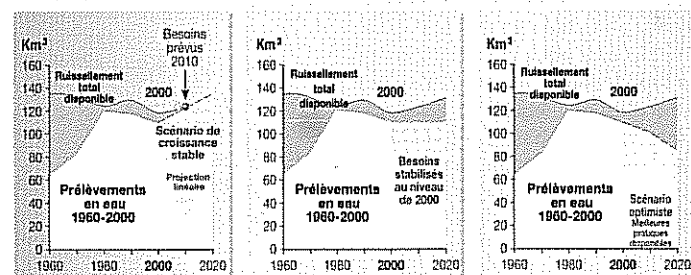
LA MER D'ARAL VA-T-ELLE DISPARAITRE POUR TOUJOURS ?

Les quarante dernières années ; scénarios possibles pour l'avenir

Ce qui s'est passé...



Ce qui pourrait arriver...



Entre novembre 2000 et juin 2001, le sud de l'île de Vozrojdeniya s'est rattaché au continent

